

AIDE MEMOIRE SNICA FO

AVRIL 2014

IMPÔTS : déduire ses Frais Réels

Lorsque vous remplissez votre déclaration d'impôts, une déduction forfaitaire de 10% est systématiquement appliquée. Si cette déduction ne couvre pas l'ensemble de vos frais, vous pouvez opter pour les **frais réels** (méthode intéressante si la somme de vos frais réels est supérieure à l'abattement forfaitaire de 10%).

Cette fiche a pour but de vous permettre de le faire dans le respect des conditions réglementaires.

Les conditions de déduction des frais réels

Réservée aux salariés, la déduction des frais réels ne peut pas être appliquée en plus de la déduction forfaitaire de 10%. Chaque membre du foyer peut renoncer individuellement à la déduction forfaitaire au profit des frais réels.

Vous devez préciser leur nature et leur montant dans le cadre « *Autres renseignements* » de la déclaration ou dans une note annexe (papier libre) et inscrire le montant de ces frais dans la case prévue à cet effet sur votre déclaration d'impôt.

I. Frais kilométriques (le nombre de kilomètres se calcule de porte à porte) :

1. **Déplacement domicile-travail** : Les kilomètres que vous pouvez déduire sont ceux compris entre votre domicile et votre résidence administrative (centre d'affectation) pour chaque jour travaillé, dans la limite de 40km (80km aller/retour). Ce seuil peut être dépassé si vous pouvez justifier cet éloignement par des circonstances particulières, autres que des convenances personnelles (dans ce cas vous devez joindre à votre déclaration de revenus une note précisant les raisons de cet éloignement).

Exemples :

- ✓ difficulté à trouver un nouvel emploi à proximité de votre domicile.
- ✓ précarité ou mobilité de l'emploi que vous exercez.
- ✓ exercice d'une activité professionnelle par votre conjoint à proximité du domicile commun...

2. Déplacement vers un centre secondaire : Vous pouvez, dans ce cas également, déduire les kilomètres de votre domicile à votre résidence administrative.

A noter : Le déplacement de la résidence administrative vers le centre secondaire donnant lieu à des indemnités (km et repas), vous ne pouvez pas l'inclure aux frais réels, sauf si vous incluez les frais de déplacement perçus à votre déclaration.

Les méthodes de déduction des frais kilométriques

1. Méthode la plus simple : utiliser le **barème kilométrique** joint à votre déclaration d'impôt. Ce barème prend en considération :

- la dépréciation du véhicule
- les frais de réparations et d'entretien
- les dépenses de pneumatiques
- la consommation de carburant
- les primes d'assurance
- l'achat des casques et protections

Il ne comprend en revanche pas les frais de stationnement et de péages qui peuvent également être déduits, sous réserve de pouvoir présenter les justificatifs lors d'un contrôle.



Trois cas :

- **Vous êtes propriétaire du véhicule** : Vous utilisez le barème kilométrique publié annuellement par l'administration.

- **Votre véhicule est financé à crédit** : Vous calculez le montant de vos frais professionnels avec le barème kilométrique et déduisez les intérêts annuels relatifs au crédit, en proportion de l'utilisation professionnelle de votre véhicule.

- **Vous êtes locataire du véhicule** : Pour les contribuables qui louent leur véhicule, le loyer payé au titre de la location est couvert par les éléments prévus par le barème et ne peut donc pas être déduit en plus de celui-ci.

2. Autre méthode : Vous pouvez déduire vos dépenses réelles.

Vous gardez la possibilité de déduire vos dépenses pour leur montant réel si vous possédez tous les justificatifs. Les frais déductibles comprennent la dépréciation effectivement subie par le véhicule au cours de l'année, les frais d'entretien, de carburant, de réparations, d'assurance, de stationnement...

II. Frais de repas :

Les salariés qui optent pour la déduction des frais réels sont autorisés à faire état des dépenses supplémentaires sur les repas pris sur leur lieu de travail lorsqu'ils ne peuvent rentrer chez eux en raison de leurs horaires de travail ou de l'éloignement de leur domicile.

Le montant retenu est différent selon les situations.

Les méthodes de déduction des frais de repas

1. Vous ne disposez pas d'un mode de restauration collective à proximité de votre lieu de travail :

- Si vous avez des justificatifs complets et précis, le montant des frais supplémentaires est égal à la différence entre le prix du repas payé et 4,55 €*.
- Si vous n'avez pas de justificatif, les frais supplémentaires sont évalués à 4,55 €* par repas.

2. Vous disposez d'un mode de restauration collective à proximité de votre lieu de travail :

Vous pouvez, le cas échéant et si vous avez les justificatifs, déduire le montant égal à la différence entre le prix du repas payé en « *restauration collective* » et 4,55 €.*

III. Exemples d'autres frais déductibles :

En plus des frais les plus courants (transport et nourriture), et **sous réserve de pouvoir les justifier**, vous pouvez également déduire :

1. **Les frais de double résidence** : à condition que cette situation ne relève pas de convenances personnelles, les époux, partenaires lié(e)s par un Pacs et concubins qui exercent leur activité professionnelle dans des lieux éloignés l'un de l'autre, et qui n'ont pu remédier à cette situation malgré les démarches entreprises peuvent déduire :

- ✓ Les loyers et frais annexes du logement qui se trouve sur le lieu de travail ou à proximité,
- ✓ les dépenses supplémentaires de repas,
- ✓ les frais de transport (en principe à raison d'un déplacement aller et retour par semaine, pour rejoindre le domicile familial).

2. Les frais de documentation professionnelle : les frais engagés par les salariés en vue d'accroître leurs connaissances professionnelles sont admis en déduction. Il en est ainsi, par exemple: du prix d'achat d'ouvrages professionnels et des frais d'abonnement à des publications professionnelles.

3. Cotisations versées aux syndicats : lorsque vous optez pour les frais réels, la cotisation que vous versez à votre organisation syndicale est intégralement déductible, **vous devez l'ajouter au total de vos frais réels.**

Si vous optez pour l'abattement des 10% (cf. introduction de ce document), le versement de la cotisation syndicale peut vous permettre de bénéficier d'un **crédit d'impôt** sur le revenu.

Vous devez conserver les justificatifs de vos versements (reçu du syndicat) en cas de demande de l'administration fiscale, et remplir sur votre déclaration la case dédiée à cet effet (7AC 7AE ou 7AG).

Montant du crédit d'impôt : 66 % des cotisations annuelles versées, dans la limite de 1 % de votre revenu brut imposable relevant de la catégorie des traitements, salaires, pensions et rentes viagères à titre gratuit.

Exemple : si votre revenu fiscal* est de **20 000 €** en 2013 ou si vous avez déclaré 20 000 euros en 2013*, le crédit d'impôt est au maximum de $(20\,000\,€ \times 1\%) \times 66\% = \mathbf{132\,€}$.

Si le crédit d'impôt excède l'impôt dû, l'excédent vous est restitué.

** vous choisissez entre les 2*)*

4. Locaux professionnels : pour celles et ceux qui stockent du matériel d'examen chez eux, il est possible de déclarer une partie du domicile, en local professionnel.

Compte tenu de la complexité des calculs et des conditions très restrictives concernant ce type de réductions, nous invitons les agents éventuellement concernés à [cliquer sur ce lien](#) (lien actif sur le pdf, pour les versions papier consultez : bofip.impots.gouv.fr)

N'hésitez pas à vous rapprocher de vos délégués syndicaux si vous avez besoins d'aide ou de précisions.

**L'avenir m'intéresse, c'est là que j'ai
l'intention de passer mes
prochaines années.**

Woody Allen



*Citation
Proverbe*

<http://citation-ou-proverbe.fr/c/66236>